Nations Unies A/57/413

# Assemblée générale

Distr. générale
17 septembre 2002
Français
Original: anglais

**Cinquante-septième session**
Point 120 de l'ordre du jour*
**Gestion des ressources humaines**

## Emploi de retraités

### Rapport du Secrétaire général**

*Résumé*

Le présent rapport est soumis conformément à l'alinéa f) de la décision 51/408 de l'Assemblée générale du 4 novembre 1996, par laquelle le Secrétaire général était prié de présenter à l'Assemblée tous les deux ans un rapport portant sur l'emploi de retraités, sous tous ses aspects, notamment en vue de la révision éventuelle des limites spécifiées quant à la rémunération annuelle des retraités réemployés, et renfermant des informations sur les retraités recrutés pour des périodes de courte durée, dans quelque catégorie et à quelque classe que ce soit, ou employés en vertu de contrats de louage de services. Le rapport contient des données sur l'emploi de personnes ayant pris leur retraite à l'âge de 60 ans ou de 62 ans, qui ont opté pour un versement de départ au titre de la liquidation de leurs droits. Il porte sur l'exercice biennal 2000-2001.

* A/57/150.

** En raison des insuffisances des bases de données informatisées dont on dispose actuellement pour la gestion des données concernant les ressources humaines, un travail considérable doit être fait pour rapprocher les données concernant le personnel des données financières sur l'emploi de consultants. En outre, on ne dispose pas encore des moyens adéquats pour assurer l'intégration des données à l'échelle mondiale pour la période 2000-2001. Il a fallu en outre vérifier les données auprès du secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Le présent rapport n'a donc pu être soumis plus tôt.

02-59643 (F) 161002 171002

# I. Introduction et définitions

1. À l'alinéa f) de sa décision 51/408 en date du 4 novembre 1996, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter tous les deux ans un rapport portant sur l'emploi de retraités, sous tous ses aspects, notamment en vue de la révision éventuelle des limites spécifiées quant à la rémunération annuelle des retraités réemployés, et renfermant des informations sur les retraités recrutés pour des périodes de courte durée, dans quelque catégorie et à quelque classe que ce soit, ou employés en vertu de contrats de louage de services.

2. Conformément à la proposition formulée par le Secrétaire général au paragraphe 4 du document A/53/526 du 20 octobre 1998 sur l'emploi des retraités, que l'Assemblée générale a fait sienne dans sa résolution 53/221, on entend par « retraité » « un ancien fonctionnaire âgé de 55 ans au moins qui, comptant une période de service supérieure à cinq ans, perçoit une pension de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ».

3. Cette définition comprend tous les fonctionnaires âgés de 60 ans au moins (ou de 62 ans dans le cas des fonctionnaires entrés au service de l'Organisation après le 1er janvier 1990) et titulaires d'une nomination à titre permanent, qui ont quitté l'Organisation en vertu d'une décision administrative de mise à la retraite. Elle comprend également tous les autres fonctionnaires âgés de 55 ans au moins, pour la plupart titulaires de nomination d'une durée déterminée, qui remplissent les conditions voulues pour percevoir, et qui perçoivent effectivement une pension de retraite, même s'ils ont cessé leurs services en vertu d'une décision administrative d'expiration de leur engagement ou de mise à la retraite anticipée. Sont exclus les anciens fonctionnaires qui ne perçoivent pas de pension de retraite de la Caisse des pensions, par exemple ceux qui ont opté pour un versement de départ au titre de la liquidation de leurs droits. Sont exclues également les personnes qui n'étaient pas des fonctionnaires avant l'âge de 60 ans et qui étaient âgées de plus de 60 ans lors de leur engagement, ainsi que les fonctionnaires qui, ayant dépassé l'âge de départ obligatoire à la retraite, continuent à exercer leurs fonctions, du fait de la prolongation de leur engagement ou d'une nouvelle nomination et qui continuent de cotiser à la Caisse des pensions.

4. En outre, comme l'a recommandé le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 10 de son rapport A/53/691, du 20 novembre 1998, qui traite notamment de l'emploi de retraités, de consultants et de vacataires, et comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 53/221 du 7 avril 1999, le présent rapport renferme également des statistiques concernant toutes les personnes qui, étant parties à la retraite à l'âge de 60 ans ou de 62 ans, ont été réengagées pour une période de six mois ou plus, y compris celles qui ont opté pour un versement de départ au titre de la liquidation de leurs droits.

5. La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, en tant qu'organe interinstitutions, n'est plus incluse dans les rapports concernant le Secrétariat de l'ONU. Les retraités qui peuvent avoir été réengagés par la Caisse au cours de la période considérée ont donc été exclus des données figurant dans le présent rapport.

6. Des données pour la période du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2001 figurent dans les tableaux de l'annexe au présent document.

# II. Plafonnement du montant annuel des rémunérations

7. L'Assemblée générale, dans sa décision 51/408 du 4 novembre 1996, a décidé de fixer une limite générale de 22 000 dollars pour la rémunération, en cas de réemploi, des anciens fonctionnaires, à l'exception de ceux affectés aux services linguistiques, pour lesquels ce plafond est fixé à 40 000 dollars. Comme indiqué plus haut au paragraphe 1 du présent document, l'Assemblée générale, au paragraphe f) de la même décision, a prié le Secrétaire général de lui présenter tous les deux ans un rapport portant sur l'emploi de retraités, notamment en vue de la révision éventuelle des limites spécifiées.

8. Au Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence, la charge de travail n'est pas répartie également pendant toute l'année. Pour assurer les services de conférence nécessaires de la façon la plus économique, les effectifs permanents ont été délibérément maintenus au niveau minimum. Lorsque l'augmentation du volume de travail l'exige, les renforts nécessaires sont obtenus en recrutant du personnel à court terme au moyen de

crédits inscrits à la rubrique « Personnel temporaire pour les réunions » dans le budget du Département. Cependant, à New York, le nombre de linguistes indépendants qualifiés qui ne sont pas d'anciens fonctionnaires retraités est insuffisant pour constituer un marché grâce auquel seraient satisfaits les besoins de services de conférence au Siège de l'ONU. De ce fait, les anciens fonctionnaires retraités sont la principale source de ce type de spécialistes. Comme ils ont d'ordinaire une vaste expérience du fonctionnement de l'Organisation, ils constituent une ressource particulièrement précieuse. La justification du réemploi d'anciens fonctionnaires retraités dans les fonctions linguistiques (interprétation, traduction/rédaction de comptes rendus, procès-verbaux de séance, contrôle rédactionnel, établissement des références et traitement de texte) a été exposée en détail dans le rapport du Secrétaire général sur l'emploi de retraités (A/C.5/51/2) du 16 août 1996.

9. Quand l'Assemblée générale a adopté sa décision 51/408, le taux quotidien de rémunération des interprètes indépendants, à New York, était de 355 dollars, de sorte qu'un interprète retraité ne pouvait être employé que 112 jours par an. Le taux actuel de rémunération quotidien des interprètes est de 391,50 dollars, ce qui signifie qu'un interprète retraité ne peut être employé que 102 jours par an avant d'atteindre le plafond de 40 000 dollars. Cela signifie que de nombreux interprètes indépendants atteignent cette limite précisément durant la session de l'Assemblée générale, la saison la plus chargée de l'année. Il en va à peu près de même des traducteurs retraités qui travaillent comme indépendants. Une autre solution, consistant à recruter du personnel linguistique indépendant sur le marché international, est considérablement plus coûteuse en raison de la nécessité de payer les billets d'avion et les indemnités journalières de subsistance, ce qui, d'ordinaire, en double le coût.

10. Relever le plafond annuel des rémunérations du personnel linguistique retraité élargirait le bassin d'emploi possible de personnel indépendant disponible à un coût raisonnable, et permettrait ainsi d'utiliser au mieux les ressources, nécessairement limitées, affectées aux services de conférence. Un ajustement du plafond des rémunérations du personnel linguistique indépendant retraité permettant de les employer 125 jours ouvrables par an, ce qui représenterait environ 10 jours par mois, porterait ce plafond, aux taux actuels, à 48 938 dollars.

# III. Statistiques, 2000-2001

## Observations et analyse succincte

11. Les statistiques figurant dans l'annexe au présent rapport montrent que 375 retraités ont été engagés en 2000-2001. Le tableau 1 (dans l'annexe au présent rapport) contient des données sur l'emploi de retraités par type de contrat et le tableau 2 une ventilation par type d'engagement. Sur ce total, on comptait un peu plus de 44 % d'anciens administrateurs ou fonctionnaires de rang supérieur et 27,7 % d'agents du Service mobile et des services généraux. Un peu plus du quart (28,2 %) des engagements ont été effectués au titre de contrats de louage de services; il s'agissait soit de consultants soit de vacataires. Cinquante-cinq pour cent des engagements étaient pour des périodes de courte durée.

12. Comme indiqué au tableau 3 de l'annexe, la ventilation par département ou bureau montre que les services linguistiques du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence ont procédé pendant l'exercice biennal à 104 engagements (26,2 % du total), soit l'équivalent de 13 809 jours de travail, représentant 3,3 millions de dollars en honoraires et traitements. Ce département est ainsi le plus gros utilisateur de retraités. L'Office des Nations Unies à Genève vient en deuxième position, avec 44 engagements (11 % du total), soit l'équivalent de 4 647 jours de travail, représentant des coûts de 1 million de dollars. Le Département des affaires économiques et sociales a procédé à 34 engagements (8,6 % du total), soit 3 602 jours de travail, pour un coût de 650 000 dollars. La demande accrue d'engagements pour les missions a fait que la Division de l'administration et de la logistique du Département des opérations de maintien de la paix a procédé à 33 engagements (8,3 % du total), pour l'équivalent de 6 030 jours de travail, soit 1 850 000 dollars. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a procédé à 21 engagements pour 2 588 jours de travail, pour un coût de 190 000 dollars. Les autres départements et bureaux ayant consacré plus de 200 000 dollars à l'emploi de retraités en 2000-2001 sont : la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, le Bureau de la gestion des

ressources humaines du Département de la gestion, le Secrétariat de la CNUCED, la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU), la Commission de la fonction publique internationale, le Département de l'information et le Tribunal pénal international pour le Rwanda.

13. S'agissant de la ventilation par nationalité et par sexe (voir annexe, tableau 4), on compte 69 engagements de ressortissants des États-Unis d'Amérique (18,4 %), 32 engagements de ressortissants français (8,5 %), 29 de ressortissants égyptiens (7,7 %), 23 de ressortissants britanniques (6,1 %), 22 de ressortissants chiliens (5,9 %), 11 de ressortissants canadiens et 11 de ressortissants de la Fédération de Russie (2,9 %) et 10 de ressortissants philippins (2,7 %). Des ressortissants de 74 pays qui sont des fonctionnaires retraités ont été engagés (17 pays de plus, soit 29,8 %, qu'en 1998-1999), mais 11 pays seulement représentaient 58 % de tous les engagements. Quarante et un pour cent des retraités engagés étaient des femmes.

14. Il ressort du tableau 5 de l'annexe que les fonctions exercées par les retraités concernent essentiellement trois domaines d'activité en 2000-2001 : 42,2 % des engagements avaient trait à des services administratifs, 30,5 % avaient trait à des services linguistiques, en particulier des emplois de réviseur, et 11,7 % des fonctions de caractère économique, social, environnemental ou humanitaire, ou des services consultatifs d'assistance technique.

15. Le pourcentage le plus important de retraités réengagés pendant la période biennale se situe dans la tranche d'âge de 60-70 ans (83 %), et dans le groupe d'âge de 55-60 ans (6,16 %) (voir le tableau 6 de l'annexe).

16. Le coût total des rémunérations versées aux retraités employés pendant la période biennale 2000-2001 s'est élevé à 10 490 000 dollars, dont près de 3,3 millions de dollars, soit un peu moins d'un tiers (31,8 %) pour des services linguistiques.

## Recours aux retraités en 2000-2001, comparé à 1998-1999

17. Par rapport à la période 1998-1999, le nombre d'engagements enregistrés en 2000-2001 a augmenté de 3,4 %, et le nombre de retraités de 9,6 %. Les retraités ont été engagés pour des périodes plus brèves, comme le montre la diminution de 6,5 % du nombre de jours de travail au cours de la période 2000-2001. Les honoraires et traitements sont en hausse de 2,1 %.

18. Par rapport à 1998-1999, on constate pour 2000-2001 une augmentation de deux du nombre de fonctionnaires retraités engagés comme administrateur ou fonctionnaire de rang supérieur, et une baisse de 35 (27,7 %) du nombre d'engagements de retraités en tant que consultants et vacataires. L'emploi de retraités dans les services linguistiques a diminué (17 engagements de moins, soit 14 %), le nombre de jours de travail a diminué aussi (6 386 de moins qu'en 2000-2001), comme le montant des honoraires et traitements (3,3 millions de dollars en 2000-2001, contre 4,2 millions de dollars en 1998-1999, soit une baisse de 21 %). De ce fait, la durée moyenne de l'engagement d'un fonctionnaire retraité dans les services linguistiques a diminué, passant de 143 jours (4,8 mois) durant l'exercice 1998-1999 à 128 jours (4,3 mois) en 2000-2001, soit une baisse de 12 %. Pour des fonctions dans les domaines politique, économique, social, environnemental et humanitaire ou des services consultatifs et de l'assistance technique, le nombre de retraités employés a diminué de 18, le nombre de jours de travail a diminué de 3 281 (40 %) en 2000-2001 par rapport à l'année 1998-1999, et le coût total a diminué de 290 000 dollars (24,7 %). L'engagement de fonctionnaires retraités pour ces fonctions est devenu plus coûteux en 2000-2001 (182 dollars par jour) qu'en 1998-1999 (145 dollars par jour). Dans les services administratifs, le nombre d'engagements de fonctionnaires retraités en 2000-2001 a augmenté de 60 (soit 56,6 %) par rapport à 1998-1999, le nombre de jours de travail augmentait de son côté de 9 489 jours (soit 89 %) de même que le coût (1,6 million de dollars, augmentation de 99 %). L'emploi de retraités en 2000-2001 dans d'autres services a également augmenté par rapport à 1998-1999, par le nombre d'engagements (25 engagements de plus, soit 69 %), le nombre de jours de travail (5 582 jours de plus, soit 149 %) et le coût des honoraires et traitements (1,4 million de dollars de plus, soit une augmentation de 213 %). L'augmentation de l'emploi de fonctionnaires retraités dans d'autres services illustre la diversité accrue de leurs fonctions.

19. Les retraités engagés en 2000-2001 venaient de 17 pays de plus qu'en 1998-1999. Mais le nombre de départements et de bureaux employant des fonctionnaires retraités a lui-même augmenté (32) par

rapport à 1998-1999 (24). Le coût de l'emploi de retraités originaires des États-Unis d'Amérique en 2000-2001 a augmenté de 51 % (590 000 dollars) comparé à 1998-1999. Le coût de l'engagement de fonctionnaires retraités français a augmenté de 27 % (400 000 dollars), et le coût de l'engagement de fonctionnaires retraités égyptiens a diminué de 370 000 dollars (27 %). La proportion de retraitées engagées a augmenté de 35 % en 1998-1999 à 41 % en 2000-2001.

20. En 2000-2001, le coût moyen de chaque engagement de retraités s'établissait à 26 765 dollars, contre 18 642 dollars en 1998-1999 (augmentation de 43 %). En 1998-1999, le coût journalier moyen était de 193 dollars et il était passé à 211 dollars par jour en 2000-2001 (9,3 % d'augmentation).

## Analyse statistique de la répartition des personnes ayant pris leur retraite après avoir atteint 60 ou 62 ans, ayant opté pour un versement de départ au titre de la liquidation des droits et ayant été réengagées pour une période de six mois ou plus en 2000-2001

21. Comme on l'a indiqué au paragraphe 4, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, dans son rapport (A/53/691), a recommandé de présenter des statistiques concernant toutes les personnes qui, étant parties à la retraite à l'âge de 60 ou 62 ans, ont été réengagées pour une période de six mois ou plus, y compris celles qui ont opté pour un versement de départ au titre de la liquidation de leurs droits. Cette recommandation a été entérinée par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/221.

22. Conformément à l'article 31 du Règlement de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, si un participant n'a pas encore atteint l'âge normal de la retraite à la date de sa cessation de service, ou s'il a atteint cet âge ou plus à la date de sa cessation de service mais n'a pas droit à une pension de retraite, il a droit à un versement de départ au titre de la liquidation de ses droits. Le montant de ce versement est égal au montant de ses cotisations si sa période d'affiliation a été inférieure à cinq ans, ou au montant de ses propres cotisations, majorées de 10 % pour chaque année en sus de cinq ans, jusqu'à concurrence d'un maximum de 100 %, si la période d'affiliation de l'intéressé a été supérieure à cinq ans.

23. En 2000-2001, 48 engagements ont concerné d'anciens fonctionnaires âgés de plus de 60 ans qui avaient choisi de percevoir de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies un versement de départ au titre de la liquidation des droits. Parmi ceux-ci, 62 % (30 personnes) ont été réengagés comme administrateurs ou fonctionnaires de rang supérieur, 15 % (7 personnes) dans le service mobile ou comme agents des services généraux et catégories apparentées. Les autres (11 personnes, soit 23 %) ont été engagés en vertu d'un contrat de louage de services. Ces anciens fonctionnaires étaient employés par 15 départements ou bureaux, en particulier la Division de l'administration et de la logistique des missions du Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence. Les 28 personnes engagées étaient des ressortissants de 20 pays. Parmi ces derniers, trois pays (soit 15 %) comptaient plus d'une personne engagée; 20 % étaient des femmes. Le nombre de jours de travail a atteint 4 489 au cours de l'exercice biennal, ce qui représente en traitements un montant de 1,2 million de dollars.

24. Une proportion de 24,1 % de personnes âgées de plus de 60 ans ayant opté pour un versement de départ au titre de la liquidation des droits ont été réengagées pour des services administratifs (1 336 jours de travail, 319 000 dollars), 27,6 % dans les services linguistiques (1 128 jours de travail, soit 253 000 dollars), et 6,9 % dans des fonctions politique, économique, sociale, environnementale, humanitaire ou ayant trait à des services consultatifs, de l'assistance technique et des services similaires (355 jours de travail, soit 73 000 dollars). Ces activités représentent 2 819 jours de travail (62,8 % du total) et plus de la moitié (53,2 %) du coût des honoraires et traitements. Un total de 35,9 % des personnes réengagées dans cette catégorie avaient entre 60 et 70 ans.

## Comparaison entre le recours aux personnes âgées de plus de 60 ans ou 62 ans ayant opté pour un versement de départ au titre de la liquidation des droits et le recours aux retraités réemployés pendant plus de six mois en 2000-2001

25. Les personnes âgées de plus de 60 ans ou 62 ans ayant opté pour un versement de départ au titre de la liquidation des droits représentent 7 % du total des engagements et 9 % du nombre des retraités réengagés. Leurs activités représentent 9 % du nombre de jours de travail et 11 % des coûts correspondant aux traitements des retraités réengagés. Les personnes âgées de plus de 60 ou 62 ans ayant opté pour un versement de départ au titre de la liquidation des droits ont été réparties entre un nombre relativement plus élevé de départements et de bureaux que les retraités. Leurs pays de nationalité sont également plus diversifiés. Leur type d'activité prédominant est pratiquement identique dans les deux catégories.

26. En groupant les retraités avec les personnes âgées de plus de 60 ou 62 ans ayant opté pour un versement de départ au titre de la liquidation des droits, on obtient une nouvelle base globale pour l'ensemble des activités qui leur sont confiées : 403 personnes engagées durant l'exercice 2000-2001. Le nombre total de jours de travail s'établit à un peu plus de 54 248, le coût total à 11,7 millions de dollars.

# Annexe

## Tableaux statistiques : emploi de retraités, 2000-2001

## Table des matières


*Page*

Tableau 1. Emploi de retraités par type de contrat en 2000, en 2001 et pendant la période biennale 2000-2001 . . . . . 10

Tableau 2. Emploi de retraités par niveau/type d'engagement en 2000, en 2001 et pendant la période biennale 2000-2001 . . . . . 10

Tableau 3. Emploi de retraités par département ou bureau en 2000, en 2001 et pendant la période biennale 2000-2001 . . . . . 11

Tableau 4. Emploi de retraités par nationalité et par sexe pendant la période biennale 2000-2001 . . . . . 12

Tableau 5. Emploi de retraités selon la nature des fonctions pendant la période biennale 2000-2001 . . . . 14

Tableau 6. Emploi de retraités par tranche d'âge pendant la période biennale 2000-2001 . . . . . 18


### Notes explicatives

Le nombre de jours de travail est arrondi à la dizaine la plus proche. Le montant des traitements et honoraires est arrondi au millier de dollars le plus proche.

Le présent rapport s'appuie sur les données de référence suivantes : 375 retraités employés en 2000-2001, pour un total de 392 engagements et de 49 759 jours de travail, représentant des dépenses d'un montant de 10 490 000 dollars des États-Unis.

La base de données indique le nombre des personnes engagées chaque année au cours de la période considérée. Les différences qui peuvent apparaître entre les totaux des différents tableaux sont le résultat des divers paramètres pris en compte. De même, le nombre des engagements par département peut être supérieur aux chiffres de référence car certains retraités ont été employés dans plus d'un département au cours de la période considérée. Les données concernant le nombre de retraités par nationalité et par tranche d'âge sont celles qui se rapprochent le plus des données de référence car il est peu probable qu'une même personne soit comptabilisée sous différentes nationalités ou différentes tranches d'âge.

## Abréviations utilisées dans les tableaux

| | |
|---|---|
| BAJ | Bureau des affaires juridiques |
| BCAH | Bureau de la coordination des affaires humanitaires |
| BCNUS | Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité |
| BSCI | Bureau des services de contrôle interne |
| CCI | Centre du commerce international CNUCED/OMC |
| CCNUCC | Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques |
| CEA | Commission économique pour l'Afrique |
| CEE | Commission économique pour l'Europe |
| CEPALC | Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes |
| CESAO | Commission économique et sociale pour l'Asie orientale |
| CESAP | Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique |
| CFPI | Commission de la fonction publique internationale (secrétariat) |
| CNUCED | Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement |
| CNUEH | Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) |
| COCOVINU | Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies |
| DAAGCS | Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence |
| DAD | Département des affaires de désarmement |
| DAES | Département des affaires économiques et sociales |
| DAP | Département des affaires politiques |
| DG | Département de la gestion |
| DG/BGRH | Bureau de la gestion des ressources humaines |
| DG/BPPB | Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité |
| DG/CSA | Bureau des services centraux d'appui |
| DI | Département de l'information |
| DPKO | Département des opérations de maintien de la paix |
| DPKO/MSD | Missions spéciales |
| HCDH | Haut Commissariat aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme |

| | |
|---|---|
| OCDPC | Office pour le contrôle des drogues et de la prévention du crime |
| ONUG | Office des Nations Unies à Genève |
| ONUN | Office des Nations Unies à Nairobi |
| ONUV | Office des Nations Unies à Vienne |
| PNUE | Programme des Nations Unies pour l'environnement |
| TPIR | Tribunal pénal international pour le Rwanda |

Tableau 1
**Emploi de retraités par type de contrat en 2000, en 2001 et pendant la période biennale 2000-2001**

| *Type d'engagement* | *Nombre de personnes par type de contrat* | | | *Nombre total de jours travaillés* | | | *Total des rémunérations ou traitements (en milliers de dollars)* | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2000* | *2001* | *00-01* | *2000* | *2001* | *00-01* | *2000* | *2001* | *00-01* |
| Contrat de consultant | 44 | 54 | 80 | 4 540 | 5 511 | 10 051 | 583 | 514 | 1 096 |
| Contrat de vacataire | 11 | 30 | 34 | 496 | 2 220 | 2 716 | 58 | 183 | 242 |
| Engagement pour une durée déterminée | 22 | 19 | 35 | 4 351 | 2 156 | 6 507 | 1 272 | 519 | 1 791 |
| Engagement pour une durée limitée | 20 | 9 | 27 | 3 393 | 1 222 | 4 615 | 1 085 | 325 | 1 410 |
| Engagement de courte durée | 132 | 160 | 216 | 12 240 | 13 630 | 25 870 | 2 806 | 3 148 | 5 953 |
| **Total*** | **229** | **272** | **392** | **25 020** | **24 739** | **49 759** | **5 804** | **4 688** | **10 492** |

* Le nombre total des personnes engagées pendant la période biennale (392) est inférieur à la somme des chiffres de 2000 et 2001 (501) car les retraités engagés à la fois en 2000 et 2001 ne sont comptabilisés qu'une fois dans le total pour la période biennale. La différence entre le total pour la période biennale (392) et les données de référence (375) est due au fait que 17 personnes ont été engagées plusieurs fois.

Tableau 2
**Emploi de retraités par niveau/type d'engagement en 2000, en 2001 et pendant la période biennale 2000-2001**

| *Type d'engagement* | *Nombre de personnes par catégorie* | | | *Nombre total de jours travaillés* | | | *Total des rémunérations ou traitements (en milliers de dollars)* | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2000* | *2001* | *00-01* | *2000* | *2001* | *00-01* | *2000* | *2001* | *00-01* |
| Sous-Secrétaires généraux et Secrétaires généraux adjoints | 2 | – | 2 | 580 | | 580 | 343 | | 343 |
| Agents des services généraux et du Service mobile | 68 | 71 | 109 | 7 099 | 6 481 | 13 580 | 891 | 762 | 1 653 |
| Administrateurs et directeurs | 105 | 121 | 175 | 12 842 | 11 420 | 24 262 | 4 080 | 3 558 | 7 638 |
| Contrat de louage de services | 54 | 81 | 110 | 5 036 | 7 731 | 12 767 | 641 | 697 | 1 338 |
| **Total*** | **229** | **273** | **396** | **25 557** | **25 632** | **51 189** | **5 954** | **5 017** | **10 971** |

* Le nombre total des personnes engagées pendant la période biennale (390) est inférieur à la somme des chiffres de 2000 et 2001 (496) car les retraités engagés à la fois en 2000 et 2001 ne sont comptabilisés qu'une fois dans le total pour la période biennale. La différence entre le total pour la période biennale (390) et les données de référence (375) est due au fait que 15 personnes ont été engagées dans plus d'une catégorie.

Tableau 3
**Emploi de retraités par département ou bureau, en 2000, en 2001 et pendant la période biennale 2000-2001**

| *Département/Bureau* | *Nombre de personnes engagées* | | | *Nombre total de jours travaillés* | | | *Total des rémunérations ou traitements (en milliers de dollars)* | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2000* | *2001* | *00-01* | *2000* | *2001* | *00-01* | *2000* | *2001* | *00-11* |
| DAAGSC | 65 | 83 | 104 | 6 633 | 7 176 | 13 809 | 1 600 | 1 733 | 3 333 |
| ONUG | 24 | 38 | 44 | 1 863 | 2 784 | 4 647 | 375 | 670 | 1 045 |
| DAES | 20 | 24 | 34 | 1 827 | 1 775 | 3 602 | 363 | 290 | 653 |
| DPKO/MS | 23 | 12 | 33 | 4 241 | 1 789 | 6 030 | 1 357 | 500 | 1 856 |
| CEPALC | 9 | 16 | 21 | 613 | 1 975 | 2 588 | 58 | 137 | 195 |
| CESAP | 8 | 17 | 19 | 791 | 1 369 | 2 160 | 150 | 267 | 417 |
| DG/BGRH | 8 | 13 | 15 | 1 264 | 1 918 | 3 182 | 185 | 120 | 305 |
| CNUCED | 6 | 10 | 13 | 572 | 1 002 | 1 573 | 71 | 207 | 278 |
| DI | 8 | 9 | 12 | 591 | 619 | 1 210 | 131 | 83 | 214 |
| DPKO | 5 | 4 | 8 | 308 | 153 | 461 | 67 | 40 | 106 |
| CEA | 3 | 5 | 7 | 345 | 876 | 1 221 | 45 | 27 | 72 |
| CEE | 1 | 6 | 7 | 90 | 236 | 326 | 26 | 34 | 60 |
| Caisse des pensions | 5 | 5 | 7 | 593 | 425 | 1 018 | 81 | 50 | 131 |
| BCAH | 5 | 1 | 6 | 509 | 61 | 570 | 97 | 18 | 114 |
| BSCI | 4 | 2 | 6 | 179 | 106 | 285 | 47 | 22 | 69 |
| ONUV | 4 | 3 | 6 | 131 | 208 | 339 | 17 | 24 | 41 |
| HCDH | 2 | 3 | 5 | 313 | 395 | 708 | 92 | 58 | 150 |
| CFPI | 4 | 2 | 5 | 657 | 89 | 746 | 205 | 20 | 224 |
| PNUE | 3 | 3 | 5 | 361 | 169 | 530 | 63 | 30 | 93 |
| DG/BPPB | 2 | 3 | 5 | 78 | 316 | 394 | 19 | 70 | 89 |
| DAP | 3 | 3 | 5 | 574 | 212 | 786 | 75 | 74 | 150 |
| DG/CSA | 1 | 4 | 4 | 95 | 333 | 428 | 22 | 62 | 84 |
| CESAO | 2 | 2 | 4 | 203 | 132 | 335 | 17 | 18 | 35 |
| BAJ | 4 | 1 | 4 | 174 | 63 | 237 | 47 | 7 | 54 |
| TPIR | 2 | – | 2 | 732 | | 732 | 205 | | 205 |
| CCI | 1 | 1 | 2 | 7 | 12 | 19 | 1 | 2 | 3 |
| COCOVINU | 2 | – | 2 | 730 | | 730 | 268 | | 268 |
| CCNU | 2 | 2 | 2 | 72 | 147 | 219 | 22 | 26 | 48 |
| Cabinet SG | 2 | – | 2 | 122 | | 122 | 19 | | 19 |
| Com. Rég. | 1 | – | 1 | 166 | | 166 | 51 | | 51 |
| CCNUCC | – | 1 | 1 | | 153 | 153 | | 57 | 57 |
| OCDPC | 1 | – | 1 | 66 | | 66 | 6 | | 6 |
| DAD | – | 1 | 1 | | 121 | 121 | | 22 | 22 |

| *Département/Bureau* | *Nombre de personnes engagées* | | | *Nombre total de jours travaillés* | | | *Total des rémunérations ou traitements (en milliers de dollars)* | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2000* | *2001* | *00-01* | *2000* | *2001* | *00-01* | *2000* | *2001* | *00-11* |
| DG | 1 | – | 1 | 31 | | 31 | 11 | | 11 |
| Prog. Iraq | 1 | – | 1 | 42 | | 42 | 5 | | 5 |
| ONUN | – | 1 | 1 | | 104 | 104 | | 15 | 15 |
| BCNUS | 1 | 1 | 1 | 49 | 21 | 70 | 8 | 6 | 14 |
| **Total*** | **233** | **276** | **397** | **25 020** | **24 739** | **49 759** | **5 804** | **4 688** | **10 492** |

* Le nombre total des personnes engagées pendant la période biennale (397) est inférieur à la somme des chiffres de 2000 et 2001 (509) car les retraités engagés à la fois en 2000 et 2001 ne sont comptabilisés qu'une fois dans le total pour la période biennale. La différence entre le total pour la période biennale (397) et les données de référence (375) est due au fait que 22 retraités ont été engagés dans plus d'un département ou bureau au cours de la période biennale.

Tableau 4
**Emploi de retraités par nationalité et par sexe pendant la période biennale 2000-2001**

| *Nationalité* | *Nombre de personnes engagées* | *Pourcentage de femmes* | *Nombre total de jours travaillés* | *Total des rémunérations ou traitements (en milliers de dollars)* |
|---|---|---|---|---|
| Algérie | 2 | | 122 | 33 |
| Allemagne | 6 | 17 | 729 | 125 |
| Antigua-et-Barbuda | 1 | 100 | 49 | 15 |
| Argentine | 8 | 38 | 787 | 172 |
| Australie | 3 | 67 | 391 | 91 |
| Autriche | 6 | 67 | 834 | 102 |
| Bangladesh | 1 | | 92 | 22 |
| Barbade | 1 | | 242 | 26 |
| Bélarus | 1 | | 121 | 35 |
| Belgique | 2 | | 180 | 49 |
| Bénin | 2 | | 216 | 36 |
| Bolivie | 1 | | 30 | 5 |
| Botswana | 1 | | 365 | 216 |
| Brésil | 1 | 100 | 109 | 12 |
| Cameroun | 3 | 33 | 553 | 156 |
| Canada | 11 | 46 | 1 134 | 321 |
| Chili | 22 | 50 | 3 144 | 477 |
| Chine | 9 | 11 | 1 099 | 328 |
| Chypre | 1 | | 433 | 34 |
| Colombie | 5 | 80 | 239 | 36 |
| Croatie | 1 | | 7 | 2 |
| Cuba | 2 | 50 | 179 | 40 |
| Danemark | 1 | 100 | 168 | 24 |

| *Nationalité* | *Nombre de personnes engagées* | *Pourcentage de femmes* | *Nombre total de jours travaillés* | *Total des rémunérations ou traitements (en milliers de dollars)* |
|---|---|---|---|---|
| Équateur | 1 | 100 | 50 | 19 |
| Égypte | 29 | 14 | 3 298 | 998 |
| Espagne | 7 | 29 | 827 | 296 |
| États-Unis d'Amérique | 69 | 49 | 9 385 | 1 770 |
| Éthiopie | 7 | 57 | 1 435 | 139 |
| Fédération de Russie | 11 | 36 | 2 086 | 374 |
| Fidji | 1 | | 14 | 1 |
| Finlande | 1 | | 61 | 14 |
| France | 32 | 66 | 4 723 | 1 080 |
| Gambie | 1 | | 366 | 93 |
| Ghana | 2 | | 370 | 59 |
| Grèce | 1 | | 597 | 38 |
| Grenade | 1 | 100 | 3 | 1 |
| Guinée | 1 | | 137 | 40 |
| Guyana | 2 | 50 | 138 | 48 |
| Hongrie | 1 | | 66 | 6 |
| Inde | 4 | 25 | 454 | 130 |
| Iraq | 1 | | 183 | 72 |
| Irlande | 4 | 75 | 362 | 40 |
| Italie | 5 | | 423 | 122 |
| Jamahiriya arabe libyenne | 1 | 100 | 68 | 27 |
| Jamaïque | 6 | 17 | 437 | 75 |
| Japon | 4 | 50 | 491 | 70 |
| Kenya | 2 | 50 | 167 | 35 |
| Liban | 1 | | 42 | 10 |
| Madagascar | 2 | | 213 | 47 |
| Maroc | 1 | | 50 | 18 |
| Nicaragua | 1 | | 121 | 20 |
| Ouganda | 1 | | 365 | 155 |
| Panama | 1 | | 190 | 23 |
| Paraguay | 1 | 100 | 94 | 33 |
| Pays-Bas | 4 | | 422 | 164 |
| Pérou | 4 | 50 | 484 | 90 |
| Philippines | 10 | 70 | 1 123 | 175 |
| Portugal | 1 | 100 | 61 | 8 |
| République arabe syrienne | 4 | | 623 | 153 |
| République-Unie de Tanzanie | 1 | 100 | 193 | 33 |
| Roumanie | 1 | | 365 | 113 |

| *Nationalité* | *Nombre de personnes engagées* | *Pourcentage de femmes* | *Nombre total de jours travaillés* | *Total des rémunérations ou traitements (en milliers de dollars)* |
|---|---|---|---|---|
| Royaume-Uni | 23 | 52 | 2 754 | 652 |
| Sainte-Lucie | 1 | 100 | 30 | 3 |
| Sierra Leone | 2 | | 526 | 51 |
| Somalie | 1 | | 66 | 23 |
| Soudan | 1 | | 137 | 42 |
| Sri Lanka | 3 | 33 | 897 | 216 |
| Suède | 1 | | 151 | – |
| Suisse | 7 | 57 | 607 | 70 |
| Tchad | 1 | | 85 | 9 |
| Thaïlande | 9 | 67 | 1 228 | 187 |
| Togo | 1 | | 299 | 92 |
| Trinité-et-Tobago | 2 | | 432 | 91 |
| Uruguay | 4 | 25 | 812 | 105 |
| Venezuela | 1 | 100 | 31 | 7 |
| **Total** | **375** | **41** | **49 759** | **10 492** |

Tableau 5
**Emploi de retraités selon la nature des fonctions pendant la période biennale 2000-2001**

| *Fonctions* | *Nombre de personnes engagées* | *Nombre total de jours travaillés* | *Total des rémunérations ou traitements (en milliers de dollars)* |
|---|---|---|---|
| **Services linguistiques** | | | |
| Assistant d'édition | 4 | 796 | 110 |
| Attaché de presse | 1 | 28 | 9 |
| Commis aux références multilingues | 6 | 752 | 64 |
| Commis d'édition | 9 | 1 016 | 109 |
| Éditeur | 9 | 792 | 201 |
| Fonctionnaire de l'information | 2 | 430 | 122 |
| Interprète | 10 | 1 624 | 598 |
| Professeur de langues | 1 | 61 | 2 |
| Rédacteur de procès-verbaux | 4 | 408 | 128 |
| Réviseur | 61 | 7 938 | 2 428 |
| Terminologue | 1 | 91 | 22 |
| Traducteur | 12 | 1 465 | 419 |
| **Total partiel** | **120** | **15 401** | **4 211** |

| *Fonctions* | *Nombre de personnes engagées* | *Nombre total de jours travaillés* | *Total des rémunérations ou traitements (en milliers de dollars)* |
|---|---|---|---|
| **Services chargés des questions politiques, économiques, sociales, environnementales et humanitaires, services consultatifs et services d'assistance technique** | | | |
| Assistant (sciences sociales) | 1 | 90 | 10 |
| Assistant chargé des programmes | 1 | 22 | 1 |
| Assistant de recherche | 1 | 296 | 37 |
| Assistant statisticien | 3 | 284 | 18 |
| Conseiller | 7 | 605 | 184 |
| Conseiller en matière de sécurité | 1 | 61 | 21 |
| Conseiller interrégional | 1 | 91 | 22 |
| Conseiller régional | 1 | 30 | 12 |
| Conseiller technique | 1 | 66 | 23 |
| Démographe | 1 | 15 | 1 |
| Économiste | 13 | 1 498 | 244 |
| Expert | 3 | 156 | 54 |
| Sociologue | 2 | 184 | 15 |
| Spécialiste des affaires politiques | 5 | 479 | 133 |
| Statisticien | 5 | 1 058 | 125 |
| **Total partiel** | **46** | **4 935** | **900** |
| **Services administratifs** | | | |
| Administrateur chargé des politiques relatives au personnel | 1 | 14 | 5 |
| Administrateur chargé des ressources humaines | 7 | 903 | 254 |
| Administrateur de deuxième classe | 2 | 274 | 66 |
| Administrateur de programme | 5 | 403 | 69 |
| Administrateur du personnel | 1 | 220 | 43 |
| Administrateur hors classe | 3 | 545 | 114 |
| Agent de sécurité | 2 | 275 | 53 |
| Archiviste adjoint | 1 | 92 | 10 |
| Assistant à l'information | 3 | 257 | 31 |
| Assistant à la gestion des contrats | 1 | 151 | 26 |
| Assistant chargé des finances | 4 | 365 | 48 |
| Assistant chargé des publications et de l'audiovisuel | 1 | 12 | 3 |
| Assistant chargé des réclamations | 1 | 113 | 15 |
| Assistant chargé des ressources humaines | 2 | 170 | 21 |
| Assistant chargé des voyages | 1 | 193 | 33 |

| *Fonctions* | *Nombre de personnes engagées* | *Nombre total de jours travaillés* | *Total des rémunérations ou traitements (en milliers de dollars)* |
|---|---|---|---|
| Assistant chargé du personnel | 3 | 414 | 45 |
| Assistant chargé du service des séances | 2 | 291 | 34 |
| Assistant d'administration | 14 | 1 521 | 193 |
| Assistant d'administration des prestations | 3 | 648 | 71 |
| Assistant documentaliste | 3 | 123 | 14 |
| Assistant personnel | 2 | 134 | 15 |
| Auditeur | 3 | 304 | 83 |
| Bibliothécaire adjoint | 3 | 163 | 20 |
| Câbliste | 1 | 272 | 6 |
| Chef | 5 | 592 | 75 |
| Chef de service | 6 | 1 062 | 103 |
| Commis | 3 | 687 | 75 |
| Commis à l'enregistrement | 1 | 365 | 39 |
| Commis au service des séances | 3 | 455 | 46 |
| Commis au traitement de texte | 9 | 1 016 | 103 |
| Commis aux accréditations | 1 | 7 | 1 |
| Commis aux transports | 1 | 184 | 24 |
| Commis bibliothécaire | 1 | 71 | 8 |
| Commis comptable | 1 | 140 | 22 |
| Commis dactylographe | 1 | 29 | 3 |
| Commis d'administration | 2 | 187 | 12 |
| Commis documentaliste | 2 | 322 | 34 |
| Comptable | 1 | 19 | 5 |
| Correcteur d'épreuves | 1 | 51 | 10 |
| Correcteur d'épreuves/préparateur de copie | 1 | 42 | 8 |
| Dactylographe de conférence | 2 | 38 | 4 |
| Fonctionnaire chargé de l'information | 1 | 228 | 66 |
| Fonctionnaire chargé de la logistique | 1 | 302 | 93 |
| Fonctionnaire chargé des achats | 3 | 676 | 84 |
| Fonctionnaire chargé des fournitures | 1 | 155 | 27 |
| Fonctionnaire chargé des prestations | 1 | 33 | 8 |
| Fonctionnaire d'administration | 1 | 39 | 9 |
| Fonctionnaire des finances | 3 | 425 | 125 |
| Fonctionnaire des transports | 1 | 184 | 64 |
| Fonctionnaire du protocole | 1 | 365 | 216 |
| Fonctionnaire responsable | 1 | 140 | 1 |
| Garde | 1 | 152 | 20 |

| *Fonctions* | *Nombre de personnes engagées* | *Nombre total de jours travaillés* | *Total des rémunérations ou traitements (en milliers de dollars)* |
|---|---|---|---|
| Juriste | 1 | 74 | 28 |
| Juriste adjoint | 1 | 169 | 29 |
| Messager | 1 | 7 | 1 |
| Opérateur de matériel d'assemblage et de reliure | 4 | 471 | 58 |
| Opérateur de presse d'imprimerie | 5 | 551 | 66 |
| Représentant personnel du Secrétaire général | 1 | 215 | 127 |
| Secrétaire | 25 | 2 549 | 310 |
| Spécialiste de la gestion des programmes | 2 | 244 | 69 |
| **Total partiel** | **166** | **20 101** | **3 243** |
| **Autre services** | | | |
| Administrateur | 1 | 85 | 34 |
| Administrateur hors classe | 3 | 225 | 89 |
| Assistant (contrôle du matériel) | 1 | 184 | 32 |
| Assistant de production | 1 | 61 | 8 |
| Assistant spécial du Secrétaire exécutif | 1 | 182 | 15 |
| Attaché de liaison | 1 | 166 | 51 |
| Charpentier | 1 | 91 | 2 |
| Chef | 2 | 142 | 40 |
| Chef d'unité semi-autonome | 1 | 95 | 14 |
| Chef de division | 3 | 968 | 191 |
| Chef de groupe | 1 | 5 | 1 |
| Chef de section | 7 | 990 | 134 |
| Chef de service | 4 | 1 126 | 70 |
| Chef du personnel | 1 | 137 | 32 |
| Commis aux ventes | 1 | 12 | 3 |
| Coordonnateur | 2 | 197 | 63 |
| Directeur | 6 | 1 054 | 233 |
| Fonctionnaire des relations extérieures | 1 | 105 | 30 |
| Géologue | 1 | 24 | 15 |
| Inspecteur | 1 | 365 | 113 |
| Porte-parole | 1 | 358 | 125 |
| Producteur de radio | 2 | 125 | 30 |
| Représentant spécial du Secrétaire général | 2 | 533 | 112 |
| Secrétaire de commission | 1 | 55 | 22 |
| Secrétaire du Conseil d'administration | 1 | 365 | 155 |

| *Fonctions* | *Nombre de personnes engagées* | *Nombre total de jours travaillés* | *Total des rémunérations ou traitements (en milliers de dollars)* |
|---|---|---|---|
| Spécialiste des affaires civiles | 4 | 691 | 215 |
| Spécialiste des questions de population/ démographe | 1 | 42 | 1 |
| Spécialiste du contrôle de la production | 1 | 62 | 15 |
| Titre a déterminer | 8 | 880 | 295 |
| **Total partiel** | **61** | **9 322** | **2 138** |
| **Total général*** | **393** | **49 759** | **10 492** |

* Le nombre total des personnes engagées pendant la période biennale (393) ne correspond pas aux données de référence (375) car 18 personnes ont exercé plusieurs fonctions.

Tableau 6
**Emploi de retraités par tranche d'âge, pendant la période biennale 2000-2001**

| *Tranche d'âge* | *Pourcentage de personnes engagées* | *Nombre total de jours travaillés* | **Total des rémunérations ou traitements (en milliers de dollars)** |
|---|---|---|---|
| 55 à 60 ans | 16,00 | 7 858 | 1 959 |
| 60 à 70 ans | 82,91 | 41 808 | 8 505 |
| 70 à 75 ans | 0,79 | 73 | 14 |
| 75 à 80 ans | 0,26 | 19 | 14 |
| **Total** | **100,00** | **49 759** | **10 492** |